



ACTU Social

PROFS : UNE COLÈRE QUI VIENT DE LOIN

Très présents dans les cortèges de manifestants, les enseignants redoutent d'être les perdants de la réforme des retraites. Une énième preuve du mépris envers leur profession, estiment-ils. **PAR ANTHONY CORTES**

Tout donner et ne rien obtenir en retour. Sinon tout le dédain et le mépris possibles pour leur mission, leur rôle au sein de notre société. Ce sentiment d'ingratitude est commun à tous les professeurs mobilisés contre le projet de réforme des retraites. Et la fatigue généralisée semble les souder en cet après-midi électrique du mardi 10 décembre, non loin des Invalides, à Paris. « *En France, deux catégories sont à bout: les hospitaliers et les professeurs, déplore Sarah, institutrice dans le Val-d'Oise. Nous avons comme point commun d'être sans moyens, sans soutien, sans confiance et sans reconnaissance... Mais nous faisons face, malgré tout. Parce que nous avons conscience de l'importance de notre mission.* » Si le moral est en berne et le cœur lourd, ils sont pourtant nombreux à avoir trouvé

la force de se mobiliser depuis le jeudi 5 décembre. Pour la première journée de grève, ils étaient entre 42 % (selon le ministère) et 70 % (selon les syndicats) du personnel de l'Éducation nationale à avoir cessé le travail dans les premier et second degrés. Pour la seconde, cinq jours plus tard, ils n'étaient que 12 %, d'après la Rue de Grenelle. « *Faux!* » réagit Francette Popineau, cosecrétaire générale du SNUipp-FSU, syndicat enseignant du premier degré, qui pointe un taux de participation bien supérieur : de 30 à 62 %, respectivement dans le primaire et le secondaire. « *Ça leur fait mal au bide d'accepter cette pente raide devant eux, poursuit-elle. La réalité, c'est qu'on n'avait pas vu un tel niveau de mobilisation depuis 2003 et la réforme des retraites de François Fillon.* »

Les professeurs reprennent-ils le flambeau des cheminots de 1995 ? Derrière ces chiffres, massifs, il y a

d'abord un certain nombre d'inquiétudes vis-à-vis de la réforme en préparation. « *Ce n'est pas une réforme, c'est de la répression sociale,* rage Quentin, professeur titulaire en zone de remplacement, en collège et lycée dans les Hauts-de-Seine. *Le gouvernement nous parle de justice, mais la retraite par points qu'il nous prépare n'a rien d'équitable. Elle va nous pénaliser plus que quiconque.* » Avec ce nouveau système, les pensions de retraite des professeurs des premier et second degrés seront calculées sur l'ensemble de leur carrière. Alors que jusqu'ici seuls

LES 400 MILLIONS DE JEAN-MICHEL BLANQUER, "C'EST 38€ PAR MOIS PAR TÊTE DE PIPE", SELON PASCALE, PROFESSEURE DE LETTRES.

Image non disponible. Restriction de l'éditeur

les six derniers mois de carrière étaient considérés. *« Rendez-vous compte, au bout de trente ans d'enseignement, selon le barème en vigueur, le salaire d'un professeur dépasse 3000 € net, rapporte Elsa, jeune prof parisienne. Donc, avec le système actuel, notre pension, au moment de partir à la retraite à taux plein, s'élève à 75 % de ce dernier salaire... Avec le nouveau format, elle baissera de 600 à 900 € à cause de la prise en compte de nos premiers salaires, inférieurs à 1500 € net. »* Bien sûr, le calcul du point inclura les primes. Mais, pour les professeurs, celles-ci ne représentent qu'une part infime de leur rémunération annuelle : 4 % dans le primaire, 9 % dans le secondaire.

Emmanuelle Thiercein / Divergence

« Tout part des salaires, pointe Nicolas Glière, porte-parole des « Stylos rouges », mouvement d'enseignants en colère. Nos pensions seront basses parce que nos salaires sont bas. Cela fait quelque temps que nous nous en plaignons : si depuis 1983 nos salaires avaient suivi l'inflation, nous gagnerions 43 % de plus... Notre profession est en voie de précarisation extrême. »

Questions de point

La rémunération, voilà un point de mécontentement majeur. Et à raison. Car le niveau des salaires des enseignants français se trouve sous la moyenne de celui des pays de l'OCDE et même sous celle des pays de l'Union européenne. La faute

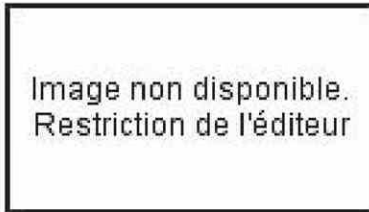
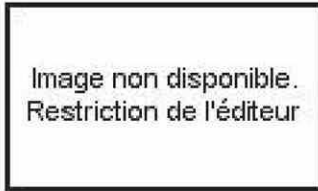
MOBILISATION
 Pour la première journée de grève, entre 42 % (selon le ministère) et 70 % (selon les syndicats) du personnel des écoles, collèges et lycées avaient cessé le travail. Ci-dessus, pendant la manifestation, à Paris, le 5 décembre.

aux gels à répétition du point d'indice : malgré trois légères hausses de 0,6 % chacune en 2010, 2016 et 2017, cet outil servant au calcul de la rémunération des fonctionnaires est bloqué depuis le début de l'année 2018... Pour calmer la colère, le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, a promis cette semaine de débloquer une enveloppe de 400 millions pour rehausser les rémunérations et les primes. *« On se moque de nous, dénonce Pascale Fourier, professeure de lettres classiques à Clamart (Hauts-de-Seine). Divisé par le nombre de professeurs, cela nous apporterait, selon mes calculs, un gain de près de 38 € par mois par tête de pipe et 75 centimes »*



► *de plus sur nos futures pensions de retraite.* » En plus de cette offre du ministre, jugée « *indécente* », beaucoup ont en travers de la gorge les propos tenus par le président de la République, Emmanuel Macron, à Rodez (Aveyron), au mois d'octobre. A l'occasion d'un débat sur les retraites, le chef de l'Etat clamaient son intention de « *repenser la carrière* », voire de « *mieux payer* » les professeurs. Mais à quelques conditions : « *Du coup, parce qu'on paie mieux, peut-être qu'on change aussi le temps de travail et la relation au travail. Qu'on regarde aussi les périodes de vacances par rapport aux autres...* » Réaction de Pascale Fourier : « *Ça veut donc dire qu'on ne mérite pas notre salaire actuel? Qu'on ne travaille pas assez?* »

Patrick Lavaud / La Nouvelle République / MaxPPP



Pourtant, selon les données de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp), les enseignants du premier degré travaillent en moyenne 44 heures par semaine, contre 41 heures pour ceux du second degré. Et 50 heures pour les moins de 30 ans, tous niveaux confondus, alors qu'ils ont les salaires les plus bas. Au-delà du nombre d'heures, les conditions de travail sont particulièrement dures. Les conclusions de l'enquête du syndicat enseignant SE-Unsa sur le sujet en témoignent : entre charge de travail, indiscipline, pression des parents ou de la hiérarchie et bruit en classe, les professeurs sont 7 sur 10 à dénoncer de rudes conditions de travail. Conséquence directe : ils sont autant à rapporter des répercussions sur leur sommeil. Par ailleurs, si 30 % d'entre eux jugent leur métier en premier lieu « *passionnant* », 27 % décrivent leur quotidien comme « *épuisant* », 23 % « *stressant* » et 22 % « *décourageant* ».

Figaro Live

RETRAITES ET SALAIRES, LA LIAISON DANGEREUSE
 Francette Popineau (en h.), cosecrétaire générale du SNUipp-FSU : "On n'avait pas vu un tel niveau de mobilisation depuis 2003 et la réforme des retraites de François Fillon."
 Nicolas Glière (ci-dessus), porte-parole des "Stylos rouges" : "Nos pensions seront basses parce que nos salaires sont bas."

Des maux qui dépassent largement le débat sur leurs pensions de retraite mais qui s'y greffent, amplifiant leur détermination. « *Nous sommes totalement lâchés* », souffle Sabine Daly, professeure d'histoire et géographie en lycée général dans le Vaucluse. La faute, dit-elle, aux « *réformes qui s'enchaînent sans qu'aucun moyen soit déployé* ». Cette année, elle n'a eu d'autre choix que d'acheter elle-même certains manuels scolaires mis à jour en fonction des nouveaux programmes. Montant des frais : 400 €. A cela s'ajoute la baisse répétée de certaines heures, entraînant des suppressions de postes. Ou encore la possibilité depuis la rentrée 2019, pour les chefs d'établissement du secondaire, d'imposer jusqu'à deux heures supplémentaires par semaine. Et, dans le premier degré, toujours cette même « *galère* », décrit Nicolas Glière : du manque de soutien de la hiérarchie en cas d'incident, comme l'a montré le mouvement Pas de vagues, aux réunions qui s'enchaînent jusque très tard, que ce soit pour des « *formations pédagogiques infantilisantes* » ou pour « *rendre des comptes aux parents tout-puissants* », sans oublier les pressions

de l'inspection académique. « *Jean-Michel Blanquer parle de "confiance" mais personne ne nous fait confiance, regrette Mathilde, institutrice stagiaire dans l'Essonne. J'ai proposé une dictée à mes élèves, un inspecteur m'a demandé de cesser ces "méthodes bourgeoises". A quoi bon faire ce métier si nous devons nous comporter selon les ordres de certains petits caporals?* » Autant d'ingrédients qui provoquent un « *ras-le-bol* » jamais vu, comme l'indique Jean-Rémi Girard, président du Snaic, syndicat national des lycées et collèges. La mobilisation des professeurs changera-t-elle les choses concernant le dossier des retraites, ou plus largement celui du manque de reconnaissance ?

Trois réunions et... rien!
 « *Mener des grèves reconductibles n'est pas dans notre culture, confie-t-il. Cependant, les collègues sont particulièrement remontés. Depuis la réforme des collèges de Najat Vallaud-Belkacem, en 2015, le mécontentement ne cesse de grandir.* » Et de témoigner : « *Depuis la rentrée, nous avons eu trois réunions sur le thème de nos retraites et de nos salaires. Une avec le ministre lui-même, deux autres avec des représentants de ses services. Nous avons fait un "diagnostic partagé", et puis... rien de plus! On nous a convoqués pour nous occuper, pour nous écouter vaguement, avant de nous annoncer qu'aucune marge de manœuvre n'existait.* » Pour l'ensemble des syndicats, un investissement immédiat de 10 milliards serait nécessaire pour donner aux enseignants des rémunérations décentes. Seul chemin vers une considération minimale de leurs fonctions. Un chiffre répété par le président de la République lui-même, à Rodez, avant de se reprendre : « *On ne peut pas mettre 10 milliards demain, ce sont vos impôts. C'est le déficit, c'est la dette pour nos enfants.* » Un coût plus qu'un investissement nécessaire pour les générations futures? « *Quel affront!* » lance-t-on en chœur du côté des enseignants, qui n'ont pas fini de gronder. ■ A.G.

ENTRE CHARGE DE TRAVAIL, INDISCIPLINE, PRESSION DES PARENTS OU DE LA HIÉRARCHIE, LES CONDITIONS D'EXERCICE SONT RUDES.